

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Alain Caillé, Roger Sue (dir.)

De Gauche ?

- Lectures - Recensions -



Date de mise en ligne : jeudi 28 mai 2009

Revue du Mauss permanente

Les éditions Fayard viennent de publier, sous la direction des sociologues Alain Caillé et Roger Sue, un ouvrage collectif intitulé *De gauche ?* Les deux coordonnateurs et le noyau des contributeurs viennent de la *Revue du MAUSS*, lancée en 1981. Le MAUSS est un sigle Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales et un clin d'œil à un des pères fondateurs de l'école sociologique française et ami de Jaurès, Marcel Mauss, auteur en 1924 d'un remarquable et remarqué *Essai sur le don*. C'est dire que les gens du MAUSS se définissent intellectuellement par leur refus de l'économisme, par leur souci du sens des activités et par leur désir de penser les rapports sociaux dans leur globalité et leur profonde inter-individualité. Le parti pris des initiateurs du livre est simple : la distinction de la droite et de la gauche est pertinente, mais la gauche, « tout en restant fidèle à son passé » doit savoir « reformuler ses idéaux pour les adapter aux grandes mutations du monde ». D'où le point d'interrogation du titre : la gauche, n'étant pas une essence naturelle, ne se reproduit que si elle se transforme. Pour travailler à cette reformulation, le choix a été retenu de contributions thématiques, de « l'associationnisme » au « travail » en passant, entre autres, par le « capitalisme cognitif », la « démocratie », les « classes sociales », la « solidarité », le « marxisme » et même la « spiritualité ». Au-delà du MAUSS, le champ des rédacteurs est large, de Dominique Méda à Philippe Corcuff, de Jean-Pierre Worms à Thomas Coutrot, de Yann Moulier-Boutang à Dominique Schnapper [1]. Du libéral-libertarisme à l'extrême-gauche, en passant par les « républicains » &

Les points de vue sont ainsi irréductibles les uns aux autres. La petite musique qui se dégage que Caillé et Sue résument en postface n'en est pas moins audible. Pour retrouver son élan, la gauche doit se tourner vers l'histoire pour comprendre à la fois ce qui lui a donné du sens jadis et ce qui lui a fait perdre, aujourd'hui, le sens qu'elle s'était forgé hier. Elle doit faire effort de connaissance pour comprendre le présent dans ses contradictions. Elle doit se tourner vers l'avenir, en n'hésitant pas si il le faut à encourir « une impopularité temporaire si l'on estime toucher à l'essentiel ». Dans l'ensemble, elle doit se sortir du dilemme interminable du marché et de l'État, du libéralisme et du collectivisme, assumer la finitude des ressources de la planète et prendre la mesure de l'épuisement de la démocratie instituée. Pour ce faire, elle doit toujours viser la liberté et l'égalité, mais les compléter par la solidarité. L'opérateur principal du réajustement est une pensée nouvelle de l'interaction de la démocratie, du socialisme et de l'association. La société civile associationniste plutôt que l'État : l'Association (avec un grand A) est le maître-mot de cet ouvrage. Pour le dire d'une autre manière, la gauche doit se déprendre de la fascination de Marx ou de Lénine, retrouver les voix des socialistes d'avant 1848, de Proudhon, de Fourier ou de Leroux, voire relire le solidarisme de Célestin Bouglé et de Léon Bourgeois, du temps où le radicalisme n'avait pas encore oublié qu'il était né à la gauche de la gauche. On aura compris que ce livre mérite d'être lu, réfléchi et discuté dans la diversité de ses propos. Pour ce qui me concerne, j'énoncerai volontiers, à grands traits, ce qui m'agrée et ce qui, du point de vue de la « ligne générale », me semble devoir être débattu plus avant.

Je fais mien ...

1. Je fais mien le parti pris de la novation. La gauche ne va pas bien, et pas seulement parce que sa part majoritaire (le socialisme français) a fléchi devant la grande percée néolibérale des décennies 1980 et 1990. Les évolutions profondes des sociétés et l'échec des grandes réponses de gauche du XXe siècle nécessitaient un travail de refondation qui n'a pas été ou a mal été entrepris. Que la modernité ait été frelatée par le jeu des reniements sociaux démocrates n'invalidait pas l'exigence d'un renouvellement radical. Désormais, en tout cas, comme au milieu du XIXe siècle après la Commune de Paris, ou comme au début du XXe siècle après l'Octobre russe, nous sommes à un de ces moments charnières, où la nécessaire fidélité aux valeurs fondatrices est inséparable du devoir de redéfinition de leur exercice. Renouveler les projets, les pratiques, les cultures et les formes d'organisation : la gauche se corrompt dans le reniement, mais s'essouffle dans la répétition. Il n'y aura pas de « retour à ». Ni au républicanisme, ni au léninisme, ni au guevarisme &

2. Je fais mien le parti pris de la globalité de la transformation sociale. Si une société est un tout et si l'exploitation et la domination entrelacées sont le substrat des sociétés modernes, la lutte contre l'une est inséparable de la lutte contre l'autre. La gauche ne se définit ni par la primauté accordée au « social », ni par la priorité supposée du « sociétal » : dans tous les domaines sans exception, son objectif est la lutte pour la

désaliénation des individus. Elle ne s'identifie pas par la valorisation des droits réels contre les droits formels : elle se distingue par l'égal attention apportée à la libération des groupes et à l'émancipation des personnes. Elle ne s'affirme pas par la qualité intrinsèque de ses « propositions » ou la qualité de ses « programmes » : elle se légitime d'abord par le rapport critique qu'elle entretient avec l'ordre social aliénant et par le projet émancipateur qui donne sens à ses alternatives.

3. Je fais mienne la conviction que l'universalisme et la mise en commun républicaines doivent intégrer aujourd'hui les mutations par lesquelles se redéfinissent les rapports de l'individu et des collectifs ; que le part pris égalitaire et la laïcité doivent se dépouiller désormais de la vieille propension qui confondait l'égalité et la ressemblance, le commun et l'unique. Contre l'universalisation pauvre de l'argent et des stéréotypes, la gauche doit assumer l'irréductible diversité de l'humanité, sans pour autant faire de la différence le critérium de la modernité. Les cultures humaines sont également légitimes, ce qui ne signifie pas que les éléments qui les constituent se valent d'un point de vue éthique : quelle que soit la culture que l'on observe, la sujétion ou la discrimination des genres, des groupes ou des personnes, la ségrégation, l'atteinte à l'intégrité des corps contredisent l'affirmation de la commune humanité. Par là, l'objectif assigné ne saurait être le triomphe d'un univers culturel sur un autre, mais le métissage, à partir de ce que chaque culture contient de respect, de justice, de tolérance et de partage. Or le métissage n'est pas possible, si les actes publics sont d'abord dans la brimade, la dévalorisation ou la mise à l'écart des identifications choisies. L'occultation, la mise à l'écart, voire la coercition à l'égard des différences ne produisent pas du commun, mais cultivent le ressentiment et son corollaire, le repli sur soi, privé ou communautaire.

4. Je fais mienne, enfin, l'intuition forte selon laquelle la gauche s'épuise au va-et-vient incessant entre le marché et l'État. Le marché concurrentiel déchire la société par l'inégalité des classes et des territoires ; l'État démiurge, organisateur et administrateur par essence, l'anémie par la dépossession des individus qu'il instaure de fait. En cela, rechercher d'autres formes moins aliénantes de mise en cohérence des sociétés est un impératif et une mission d'une gauche critique, également capable de contester l'existant et de stimuler de la création alternative de possibles supérieurs. Je sais donc gré aux initiateurs de ce livre d'oser débattre des idées, de contribuer à redonner ses lettres de noblesse à ce qu'il faut bien appeler l'idéologie. La gauche a davantage besoin de cette saine conflictualité que des petits jeux de personnes et d'appareils. La lecture d'ensemble m'amène, en l'état, à formuler quelques pistes d'interrogation.

Je m'interroge ...

1. Sur « les leçons de l'histoire ». On ne tourne pas une page avant de l'avoir soigneusement lue. Le recours à l'histoire est un passage obligé. Mais on ne se tourne pas vers l'histoire pour y faire son marché : donnez-moi du Proudhon et je vous rends du Marx & Que Proudhon ait été battu par Marx n'invalide pas son propos ; mais il ne sert à rien de faire comme si la défaite d'un homme, qui avait fini par voir un réformateur social dans Napoléon III « le Petit », ne tenait pas aussi à ce que son projet d'extériorité ouvrière ne répondait pas pleinement, en son temps, aux attentes d'un mouvement en quête d'affirmation, d'efficacité et d'insertion dans un champ politique en gestation. Pour agir sur le monde, on peut préférer Proudhon à Marx, Gramsci à Lukacs, Lefebvre à Foucault ; on ne gagne rien à ignorer les uns ou les autres. Le livre évoque quelques boussoles : associationnisme, socialisme, républicanisme, libéralisme, marxisme. Significativement, il n'évoque pas le communisme, de facto renvoyé au stalinisme qui n'a été pourtant qu'une de ses formes d'existence. On peut ne pas se reconnaître dans le communisme ; il ne serait pas bon qu'il soit à son tour occulté. C'est la totalité de l'expérience critique qui devrait être le patrimoine d'une gauche de gauche en quête de refondation.

2. Solidarité ou partage ? La gauche, historiquement, est associée à la notion d'égalité. Les auteurs ont raison de rappeler qu'elle se fonde aussi sur la liberté. Les deux, en fait, sont indémêlables. Liberté et égalité, égale liberté, libre égalité : l'horizon de la gauche, c'est « l'égaliberté ». On nous propose dans le livre d'y ajouter la solidarité. Pourquoi pas ? C'est une autre façon utile de dire la fraternité. Mais la référence à la solidarité suffit-elle ? Au fond, elle peut être celle du propriétaire envers le non-propriétaire : on n'est pas loin, alors, de cette version pauvre de la

solidarité qui est la charité. Je préfère donc une autre piste, qui appuie la solidarité sur le partage, et donc s'attache à la mise en commun. Par là, je ne vois donc pas comment on peut penser la gauche sans la référence au bien commun et à l'espace public. La gauche française a certes pâti de l'identification pure et simple du public et de l'étatique. Alors que, par fondation révolutionnaire, la gauche est plutôt anti-étatiste la tradition centralisatrice moderne est de souche bonapartiste, et non pas jacobine comme le disent les poncifs elle a fini par interioriser en pratique l'idée que la seule alternative à la mise en cohérence par le marché est celle qui procède de la volonté de l'État. Contre cette propension, les auteurs prônent les vertus de l'association : excellente piste, qui va des producteurs associés jusqu'à la fédération citoyenne. Reste que l'association n'est pas sans forme ; elle n'échappe ni à la question du droit ni à celle de la propriété. Sans doute l'essentiel est-il dans l'émancipation, et donc dans le mouvement par lequel se renverse la dépossession multiséculaire des humbles : ce qui prime est bien l'appropriation et non pas la propriété. Mais quelle appropriation met-on en avant : privative ou sociale, publique ou privée ? L'appropriation sociale peut prendre des formes différentes : la coopération est à égale dignité avec la nationalisation ; l'économie sociale et solidaire n'est pas moins stratégique que le secteur public. La gauche ne diabolise pas le privé, mais elle s'identifie par l'affirmation de la supériorité intrinsèque de la forme publique, quelles que soient ses formes, dès l'instant où le moteur n'est pas l'accumulation des marchandises et des profits mais le développement des capacités humaines. Moins de marché, moins d'État et davantage de public & Telle pourrait être la formule opposée au « plus de marché, moins d'État » des libéraux, et tout aussi distincte du « moins de marché, plus d'État » d'un républicanisme mal compris.

3. Comment produire du public qui n'ait pas les défauts de la forme étatique, verticale et hiérarchisée ? Par la voie de l'association, sans doute. Mais celle-ci reste impotente si elle ne s'articule pas à une vision nette des mécanismes de la délibération et des choix, et donc à une conception neuve de la démocratie. Sur ce point, le livre contient d'utiles réflexions, tout en laissant le lecteur un peu sur sa fin. Il est juste de souligner l'essoufflement de la démocratie représentative classique ; encore faut-il dire comment l'on entend s'y prendre pour le surmonter. Peut-être convient-il alors, plus que jamais, de rappeler qu'une transformation d'une telle ampleur ne peut se penser que si l'on conduit en même temps j insiste sur la simultanéité un ensemble convergent de réformes particulières : la remise en question de la séparation de la démocratie économique, sociale et politique ; l'élargissement massif, quantitatif et qualitatif de la citoyenneté ; la subversion citoyenne de la représentation ; la démocratisation de la fonction publique ; la politisation démocratique des espaces transnationaux. Hors de cette convergence, qui conduit d'une démocratie de représentation à une démocratie d'implication, toute avancée est récupérable par le « système » et débouche sur l'échec. L'association elle-même perdrait de son dynamisme et risquerait, par la force des choses, de se faire absorber à terme par la puissance dévoreuse de l'État ou par les pouvoirs d'attraction du marché.

4. Une gauche, des gauches ? Il est un autre sujet que le livre effleure mais ne traite pas au fond : la dialectique du singulier et du pluriel, de la gauche et des gauches. Inutile de privilégier l'un ou l'autre terme, a fortiori de les nier l'un par l'autre. La gauche n'existe que sous sa forme plurielle. Mais, dans une vie politique polarisée par le conflit de la droite et de la gauche, les gauches ne compteraient guère si elles n'étaient pas capables de dessiner un espace commun, potentiellement majoritaire, pour les valeurs de l'égalité et du partage. Le livre évoque des gauches possibles : étatiste, solidariste, jacobine, décentralisatrice & Hier on dissertait volontiers sur la « première » et la « deuxième » gauche, sur la gauche « jacobine » et la gauche « autogestionnaire ». Aujourd'hui, on parle beaucoup des « deux gauches » : certains opposent la contestataire et la gestionnaire, d'autres distinguent l'antilibérale et l'anticapitaliste, la social-démocrate ou la révolutionnaire. Comment s'y retrouver ? Je n'aime pas la rhétorique des deux gauches, pas plus que je ne prise quelque taxinomie que ce soit : deux, trois, quatre, vingt gauches ? Il ne sert à rien de parler de groupes aux frontières fixes. En politique, il ne s'agit pas de distribuer des individus et des forces dans des cases, mais de penser des dynamiques d'agrégation. La gauche n'est pas ordonnée par deux camps face-à-face, mais par deux pôles, comme l'aimant attire à lui les particules sans qu'elles fusionnent jamais. Quand deux pôles exercent leur puissance attractive, ce qui importe est moins la distribution de leurs forces que l'intensité de leur attraction. Comment s'ordonne la polarisation à gauche ? Par le rapport à la société : on peut chercher les voies de l'égaliberté à l'intérieur des normes capitalistes-marchandes ou, au contraire, considérer que l'égaliberté n'est possible durablement que si l'on s'en dégage. On cherche à s'accommoder du système dominant ou on expérimente les modalités de sa rupture-dépassement. Selon les époques, c'est l'une ou l'autre de ces propensions

qui colore la gauche dans son ensemble. Cela se fait de façon chaque fois différente, la méthode « réformatrice » ou la voie « révolutionnaire » n usant pas des mêmes outils, des mêmes réponses, des mêmes mots. En général, la dominante de l'un ou l'autre pôle se construit sur des cycles plus ou moins longs. L'échec des voies timidement réformatrices nourrit la radicalisation révolutionnaire ; l'échec des radicalités légitime la recherche de nouveaux compromis en recul. La débâcle du socialisme en août 1914 ouvre la voie à la radicalité du communisme politique ; l'effondrement du soviétisme à la fin des années 1980 ouvre la voie à l'ajustement social-libéral.

5. Quelle dynamique réformatrice ? La crise systémique du capitalisme mondialisé pousse tout à la fois à la recherche de compromis (le « nouveau pacte social ») et au travail d'alternative. Dans les deux cas, on veut de la réforme, mais tout dépend désormais de la dynamique d'ensemble dans laquelle s'inscrit son désir : aménagement du capitalisme ou transformation sociale par la rupture-dépassement ? Je considère que, dans une société déchirée par les désordres du capitalisme contemporain (qu'on l'appelle ici comme on l'entend : mondialisé, financier, cognitif&), la posture la plus dynamique est celle de la transformation. Pour avancer vers davantage d'humanité, peut-on explorer d'autres voies que celles de l'ordre (ou du désordre) dominant ? Telle est la question la plus stimulante qui se puisse formuler. Autour d'elle, tout le champ de la réflexion sociale se considère à frais nouveaux. Il convient en effet de dire s'il faut et jusqu'à quel point se débarrasser des vieilles tentations étatistes. S'il faut et jusqu'à quel point renoncer aux conceptions trop homogènes de l'unité républicaine. S'il faut et jusqu'à quel point occuper le terrain de l'individualité, pour opposer, à l'individu séparé du marché, l'individu solidaire de la communauté des égaux. S'il faut et jusqu'à quel point se débarrasser d'un confinement étroitement national qui contredit l'exigence de politisation démocratique des espaces transnationaux. S'il faut et jusqu'à quel point relever de façon ouverte, non défensive, l'ensemble des défis de la mondialisation, à commencer par celui de l'irrépressible circulation des hommes. S'il faut et jusqu'à quel point débarrasser la pensée rationnelle des optimismes irraisonnés qui ont ignoré la finitude des ressources naturelles.

6. Faire la différence ou rassembler ? Il n'y a pas d'horizon plus utile que celui de la transformation : ce n'est pas parce que les grandes expériences transformatrices du XXe siècle ont échoué que l'enfermement dans l'ordre du capital est la seule méthode envisageable. La crise actuelle suggère plutôt que le réalisme est en train de changer de camp. C'est donc à partir du désir de rupture qu'il importe de mener tous les débats possibles. Ils se mèneront sans complaisance : quand il s'agit d'inventer, rien n'est pire que le consensus mou ou l'obsession du plus petit dénominateur commun. Mais il y a deux façons de débattre : celle qui cherche à faire la différence et celle qui, par la conflictualité, cherche la mise en commun. Reste que l'histoire qui n'a au demeurant pas de leçons à donner suggère aussi qu'il n'est pas de grand moment d'humanisation qui ne fasse coïncider, peu ou prou, l'avancée intellectuelle et la construction politique. Si la politique tout entière est en crise, c'est qu'elle souffre de ne pas raccorder le désir de mouvement progressif et les grandes réponses globales, capables de faire force politique. Elle pâtit, en tout cas, de la fatalité perçue d'une vie politique institutionnelle dans laquelle les places dominantes, à gauche et à droite, sont réservées aux forces qui acceptent l'ordre capitaliste marchand, tandis que les forces qui la contestent sont vouées à la marginalité, au mieux au rôle d'aiguillon. N'est-il pas temps de rompre cette fatalité ? À lire *De gauche ?*, j'ai l'impression que les forces pensantes ne manquent pas pour ouvrir une nouvelle page de l'histoire, dans laquelle les normes ne seraient pas dictées par les seules logiques pluriséculaires du marché et de l'État. Mais force est de constater que l'espace politique, dans une gauche digne de ce nom, n'est pas en état d'accueillir une telle diversité. Les structures partisans (nées à la charnière des XIXe et XXe siècles, quand s'étendaient les cadres d'une démocratie représentative de masse) ont du mal à intégrer les formes neuves de la politisation ; les structures plus lâches, du type « mouvement des mouvements », ont du mal à trouver la force agrégative qui leur évitera de se briser sur les forces d'homogénéisation extérieures. L'unification à l'ancienne s'essouffle, quand le commun moderne peine à se dégager. Pour qu'une gauche résolument transformatrice trouve les formes par lesquelles elle pourra enfin « faire force politique », il faudra donc, dans l'ordre proprement politique, en passer par du « bricolage », au sens où l'emploient les anthropologues. Ce bricolage patient ne doit pas faire peur, dès l'instant où la ligne directrice est claire : le débat et l'expérimentation valent s'ils participent d'une volonté commune de redonner à la dynamique sociale l'horizon utopique-réaliste d'une société différente. Dans tous les cas, le bricolage ne sera efficace que s'il s'appuie sur de la novation intellectuelle. Sachons donc saluer tout ce qui contribue à cet effort.

Post-scriptum :

Fayard, 2009, 430 p., 22 euros.

Cette recension est initialement parue dans Cerises, no35 : 22 mai - Dossier : De gauche ?, p. 2-5

[1] Un seul bémol : pourquoi avoir demandé à la très controversée Irène Théry le soin de rédiger les réflexions consacrées au féminisme et au genre ?